



**FÊTE DES TRAVAILLEURS** *Plus de 500 salariés de Merck Serono ont massivement gonflé le cortège hier à Genève, un nombre légitimant leur lutte pour le maintien des emplois.*

# Le personnel de Serono star du 1<sup>er</sup> Mai

**RACHAD ARMANIOS**

Ce ne sont pas des cols blancs, mais des salariés en blouse blanche qui ont défilé en masse, hier dans le cortège genevois du 1<sup>er</sup> Mai, pour réclamer le maintien du siège genevois de Merck Serono dont la direction a annoncé la fermeture il y a une semaine. Cinq cent cinquante employés sur 1250 se sont mobilisés, tapant sur des bidons ou tenant des banderoles avec le slogan «Le personnel se Rebif», du nom du médicament phare de la firme dont l'échéance prochaine du brevet a, selon la direction, été l'un des motifs de la mesure brutale. «C'est une belle réussite, cela prouve qu'on n'est pas résigné et que cela peut déboucher sur l'annulation en partie ou en totalité des licenciements!» se réjouit un employé.

Au total, la fête des travailleuses et des travailleurs a réuni à Genève près de 3000 personnes sous les bannières des syndicats, des partis de gauche et d'associations. Les organisateurs avaient placé la mobilisation traditionnelle sous le drapeau de la solidarité avec les frontaliers. Ils sont des boucs émissaires, victimes de la xénophobie prônée par les partis populistes qui réclament la préférence cantonale, laquelle est légitimée par les autorités, se sont indignés plusieurs orateurs. Les travailleurs ne doivent pas céder aux tentatives de division, mais s'unir contre les abus patronaux, dont la sous-enchère salariale, ont-ils ajouté.

## Serono et frontaliers, même combat

La résistance au licenciement collectif opéré par le géant de la biotechnologie a toutefois occupé le devant de la scène. Les deux thèmes n'étant pas déconnectés. Comme le rappelle Michel Charrat, président du Groupement transfrontalier européen, près d'un tiers des employés de Merck

Serono sont des frontaliers. «C'est le même combat, sauf que, si on en arrive à des licenciements, ils toucheront des allocations chômage bien moindres.»

Avant de rejoindre le départ de la manifestation à la place des 22-Cantons, les employés de la multinationale se sont rassemblés à 13 h 30 devant le siège de l'entreprise, le fameux bâtiment de verre construit à grands frais. Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia, syndicat mandaté par le personnel pour le représenter face à la direction, les harangue: «Qui aurait dit il y a une semaine que les blouses blanches se mobiliseraient pour défendre leurs droits?»

Corinne Hagger, élue vendredi lors de l'assemblée du personnel avec douze autres collègues pour former le co-

mité d'entreprise, le relaye: «On va se battre, car on le vaut bien.» Membre d'Ensemble à gauche, Rémy Pagani, vice-maire de Genève, assure la foule du «soutien inconditionnel du gouvernement de la Ville». La socialiste Anne Emery-Toracinta, candidate de l'Alternative pour l'élection partielle au Conseil d'Etat, fustige cette multinationale «qui fait passer les dividendes avant les humains». Avant de dénoncer «la fragilité de la politique économique de notre canton qui, via la fiscalité, attire des entreprises volatiles».

## «Trop chère et trop compétente»

Après les discours, les manifestants se mettent en branle en direction de la gare. On trouve là des chercheurs, mais aussi toute la palette des métiers réu-

nis au sein de l'énorme machine en sursis. A 56 ans, Corinne Hagger se dit émue à l'idée du combat à mener. Comme la plupart de ses collègues, cette chercheuse en développement clinique n'a jamais pris part à un 1<sup>er</sup> Mai. L'annonce de la fermeture «nous est tombée sur la tête, les gens étaient sous le choc». A son âge, elle ne retrouvera pas de travail, affirme-t-elle: «Je suis trop chère et trop compétente.» Beaucoup resteront sur le carreau, car «l'Arc lémanique ne pourra pas absorber autant de monde». Sur des banderoles, on lit: «Bénéfices records, employés dehors!»

Le défilé rejoint bientôt, sous le soleil généreux, les autres manifestants. Les blouses blanches se placent entre des ouvriers de la construction et le Syndicat du service public qui fustige la fu-

sion des caisses de pension de l'Etat. La cause des Palestiniens ou celle des antinucléaires est aussi représentée, tandis que les partis de gauche n'ont pas manqué le rendez-vous. «Qu'est-ce qui se passe?» nous demande un couple de touristes indiens.

## Message aux autorités

Egalement membre du comité d'entreprise de Merck Serono, Eduardo travaille depuis onze ans pour cette firme, mais en étant engagé par une société de télécommunication et d'électricité. Il fait partie des centaines de travailleurs de sociétés annexes (nettoyeurs, crèche d'entreprise, cafétéria...) concernés mais sans être inclus dans le plan social, de même que les temporaires: «On ne veut pas être les oubliés de l'affaire! On demande la re-

connaissance pour notre travail.» Ce père de famille adresse aussi un message aux autorités: si elles ne résistent pas elles aussi, d'autres entreprises suivront le mouvement de délocalisation.

En tête des manifestants du Parti socialiste, le Conseiller d'Etat Charles Beer assure ces salariés de son soutien et de celui du gouvernement. Celui-ci «va intervenir de la manière la plus forte possible même si la marge de manœuvre est limitée. Il faut être proactif pour avoir un dialogue avec Merck Serono. Je salue la forte mobilisation des employés qui nous donne une légitimité plus importante.» Le conseiller d'Etat, qui n'est pas chargé de ce dossier, estime qu'il faut insister sur le maintien d'emplois: «Je n'arrive pas à croire qu'il n'y ait aucune marge.»

NEUCHÂTEL

## Conflit programmé pour recapitaliser prévoyance.ne?

**CLAUDE GRIMM**

Pour la première depuis que le 1<sup>er</sup> Mai est devenu en 2010 un jour férié officiel dans le canton de Neuchâtel, les travailleurs ont pu en profiter pleinement... la date tombant en semaine. Quelque 850 personnes se sont retrouvées à l'appel des syndicats à La Chaux-de-Fonds (300), Neuchâtel (250) et Fleurier (300), où Alain Berset participait à sa première Fête du travail en tant que conseiller fédéral.

Parmi les thèmes neuchâtelois qui ont émaillé cette journée de revendications, on peut citer le dossier épineux de la recapitalisation de prévoyance.ne, la caisse de pension de la fonction publique. Le Syndicat des services publics (SSP) a averti qu'il ne céderait pas à la pression des employeurs et a réclaté de vraies négociations. Il refuse la proposition des employeurs de relever l'âge de la retraite à 64 ou 65 ans et de ne pas indexer les rentes pendant vingt ans. Il demande que les employeurs corrigent d'abord les erreurs du passé par un versement de 270 millions de francs (l'Etat n'a,

entre autres, pas augmenté durant vingt ans le taux de cotisation de 19% à 21% comme il l'aurait dû); et qu'ensuite la consolidation financière soit supportée à 60% par les employeurs et à 40% pour les assurés, actifs et retraités. «L'Etat veut que les actifs, les retraités et les employeurs assument chacun un tiers des efforts, tout en incluant dans la part de l'Etat le fonds de fluctuation des valeurs de 270 millions exigé par la Confédération. Cela ramènerait la contribution étatique à hauteur de 12%, ce qui est inacceptable. S'il le faut, nous nous désolidariserons du projet et lancerons un référendum», prévient Yasmina Produit.

Catherine Laubscher, secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, a pour sa part réclaté, dans un canton fragile aux variations économiques, une politique cantonale de l'emploi réactive et créative. «Nous voudrions que la future promotion économique prévienne des instruments de soutien non seulement aux entreprises mais aussi aux travailleurs (...) permettant de former, perfectionner et réinsérer les personnes qui perdent leur emploi», a-t-elle appelé de ses

vœux. Si elle s'est réjouie que l'horlogerie se porte bien, elle a lancé un avertissement au ministre de l'Economie Thierry Grosjean: La monoculture, «c'est dangereux en agriculture, en viticulture tout comme en économie», a-t-elle lancé à l'adresse de l'ancien vigneron. Depuis la fermeture de Petroplus à Cressier, la promotion économique cantonale fait l'objet de critiques de la gauche.

Les syndicats ont par ailleurs réclaté la création d'une CCT pour les crèches et le parascolaire ainsi que dans la vente. A la suite du dépôt fin mars d'une motion munie de 1000 signatures, la première vient de recevoir un soutien de principe du Conseil d'Etat. Quant à la seconde, elle est à bout touchant.

Les discussions autour de la fixation d'un montant pour le salaire minimum, accepté par le peuple neuchâtelois en novembre dernier, ont aussi marqué la journée. Alors que la droite souhaite des montants proches de ceux de l'aide sociale, les syndicats ont réitéré leur objectif de 4000 francs. I

YVERDON-LES-BAINS

## Christian Levrat fustige le «néolibéralisme sournois»

La Suisse subit «une évolution similaire à celle qu'a connue l'Angleterre sous Margaret Thatcher, mais plus silencieuse, plus sournoise», selon Christian Levrat. Le président du Parti socialiste (PS) s'en est inquiété hier à Yverdon-les-Bains, devant plus d'une centaine de manifestants réunis dans une ambiance bon enfant sur la place Pestalozzi.

Les actionnaires et managers ont vu leurs revenus progresser «de 20% en dix ans» alors que les salaires des travailleurs ordinaires ont stagné «avec en moyenne une hausse de moins d'un demi-pourcent par année. C'est le symptôme le plus évident de l'échec de la politique de laissez-aller qui a caractérisé le passage de Doris Leuthard puis de Johann Schneider-Ammann au Département de l'économie», a souligné le président du PS.

«Il ne faut pas se résigner aux actes des spéculateurs qui, comme Ernesto Bertarelli préfèrent faire des profits plutôt que, comme ses parents, investir dans la vraie économie», a-t-il poursuivi. «A l'image de Merck Serono la semaine dernière à Genève, nous sommes confrontés à une vague de délocalisations sans précédent.»

Dans le reste du canton, des cortèges se sont formés à Nyon, en présence du conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard, et à Lausanne, où quelque 600 manifestants ont défilé de la Riponne à la place de l'Europe.

ATS/CO



Avec les employés de Merck Serono, la manifestation genevoise a réuni environ 3000 personnes. JPDS